

SNCS-HEBD0 05 n°21

18 juillet 2005

Budget 2006 : l'innovation sans la recherche

Le gouvernement semble bien avoir fait le choix de sacrifier la recherche publique et l'enseignement supérieur au profit de l'innovation et de l'aide à la recherche privée. Le "milliard de plus pour la recherche" se décomposerait comme suit : (i) 380 millions d'euros (M€) budgétisés pour la recherche ET pour l'enseignement supérieur, somme incluant les 3 000 emplois créés et 120 M€ d'augmentation des salaires (1,8 % fonction publique) ; (ii) 280 M€ de ressources extra-budgétaires (240 : ANR) ; (iii) 340 M€ de dégrèvements. C'est donc, au mieux, un débris de milliard pour la recherche publique.

par Henri Audier, membre du Bureau national du SNCS-FSU

Les organisations syndicales et SLR ont rappelé aux ministres de Robien et Goulard, leur exigence d'au moins un milliard de plus par an pour la recherche publique. Pour 2006, elles ont demandé qu'au moins les 240 M€ supplémentaires de l'Agence nationale de la recherche (ANR) soient affectés aux organismes et universités, proposition que de Robien a estimé pour partie réalisable. Mais l'entrevue prévue le 21 juillet, pour que les ministres répondent à nos questions, a encore été reportée. Il n'y a plus de pilote dans l'avion "recherche" : ce ne sont pas de Robien ou Goulard qui s'expriment publiquement sur le sujet, mais Villepin, Breton et, avant tout, Chirac et Sarkozy.

Au début juillet, le gouvernement avait déjà choisi de transférer les crédits prévus pour la recherche et les universités vers l'aide au privé et à l'innovation : (i) 380 M€ de plus pour les dégrèvements fiscaux, portant le Crédit d'impôt à près d'un milliard, (ii) un milliard €/an pour l'Agence de l'innovation industrielle AII, (iii) 250 M€/an pour les pôles de compétitivité. Ces deux dernières rubriques étant alors annoncées comme crédits industriels hors recherche, et en plus. Mais les seules augmentations de l'aide de l'Etat au privé représentaient déjà près de huit fois ce que le CNRS, par exemple, distribue annuellement à tous ses laboratoires.

L'augmentation des crédits (CP) des organismes et universités entre 2005 et 2006 serait ainsi nettement inférieure aux 600 M€ dont ils ont été spoliés entre 2002 et 2004. Sans progrès des connaissances, sans universités de haut niveau, sans formation de dizaines de milliers de docteurs, c'est un leurre et une escroquerie intellectuelle que de prétendre pouvoir développer l'innovation et la recherche industrielle.

Nous ne mettons pas sur le même plan le fantasme cadeau au privé qu'est le Crédit d'impôt et les pôles de compétitivité dont la conception aurait mérité d'être discutée. La parution (13/07) de la liste des 67 pôles de compétitivité, au lieu des quinze prévus, ce qui est plutôt un progrès pour l'aménagement du territoire, a conduit à doubler leur budget : 1,5 milliard € sur trois ans. Mais ce

n'est plus de l'argent nouveau, 800 M€ viendront des agences existantes (AII, ANR, OSEO), rendant peu opérante la promesse de De Robien d'utiliser une partie des 240 M€ de l'ANR pour la recherche publique, ce d'autant que Sarkozy a averti : *"Il ne faut pas dévoyer l'ANR"*. Pire, les 3 000 postes créés seraient d'abord affectés aux *"six pôles à capacité mondiale"*, limitant a priori l'effort de recrutement de jeunes docteurs que le privé aurait eu à faire.

Dans un discours rapporté par AEF (13/07/05), Sarkozy a présenté son programme de déstructuration du système public français, typiquement Medef, où *"la logique de projet et la culture des résultats doivent prévaloir sur la logique des structures, des statuts et des financements récurrents"*, avec *"des universités puissantes, autonomes et mieux gouvernées"* et *"les grands organismes nationaux recentrés sur leurs missions d'agences de moyens"*. Il n'en fallait pas plus pour que la CPU ronronne de plaisir : *"Nous sommes satisfaits d'entendre un ministre reprendre les propos tenus par d'autres"*, ne voyant pas que, dans les mêmes phrases, les universités seraient *"immergées [noyées ?] dans les pôles de compétitivité"* avec des *"agences chargées de financer les projets présentés par les équipes universitaires"*. Car ce qu'on nous prépare, c'est un système où organismes et universités, privés des moyens pour faire une politique, ne seraient que des hôtelleries fournissant locaux, fluides, infrastructures, appareillages, et surtout les personnels dont la fraction précaire serait en forte progression. Les équipes vivraient grâce aux appels d'offres de l'ANR, de l'AII, des pôles de compétitivité, voire de contrats du privé que lui rembourserait l'Etat. Feuille de vigne de ce monstre résultant de l'accouplement du pilotage par l'aval et du dirigisme politique, le Grand Loto des "projets blancs" sera alors là pour donner l'illusion comique de la liberté du chercheur, de l'imagination au pouvoir, d'une réactivité à bon marché et d'un élitisme en trompe-l'œil. Perspective qui, si elle se confirmait, devrait entraîner à la rentrée une réaction de toute la communauté scientifique (CPU comprise ?) : il en va de la recherche, de l'enseignement supérieur et de l'avenir du pays.